



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 4 mai 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 avril 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Union Coops Agricoles du Poitou-Chtes**

Zone Industrielle  
86400 Val-De-Comporté

Références : 2026 653 UbD 16-86 Env 86  
Code AIOT : 0007203028

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 avril 2026 dans l'établissement Union Coops Agricoles du Poitou-Chtes implanté Zone Industrielle 86400 Val-de-Comporté. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Union Coops Agricoles du Poitou-Chtes
- Zone Industrielle 86400 Val-de-Comporté
- Code AIOT : 0007203028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union Coops Agricoles du Poitou-Charentes (UCAP) exploite un silo sur la commune de Val-de-Comporté (anciennement Saint-Saviol). Le silo d'union de coopérative sèche et stocke pour Océalia (70%) et Terrena (30%).

Le site dispose d'un arrêté d'autorisation n° 84.D1.B2.28 délivré le 13 février 1984. Suite aux évolutions de la réglementation des installations classées, le site a fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires dont l'arrêté n° 2007-D2/B3-023 du 24 janvier 2007, qui prend en compte l'étude de dangers conformément à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, et l'arrêté du 30 août 2017 qui met à jour le classement de l'installation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Prévention des risques d'explosion et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 09/03/2004, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Foudre – Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
8	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	15 jours
10	Séchoir	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Empoussièrément	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
4	Classement des installations	AP Complémentaire du 30/08/2017, article 1
9	Récupération et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/08/1993, article 40

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sont à effectuées et des demandes de justificatifs sont à fournir par l'exploitant.

Notamment, l'identification des zones à risques (incendie , ATEX) doit être consolidée afin que soient levées les non-conformités électrique. Cette mise à jour doit être effectuée avant le prochain contrôle des installations électriques.

Des travaux de maintenance doivent être effectués sur les séchoirs, avant la prochaine campagne d'exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i> <i>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. [...] Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</i>
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, toutes les parties visitées sont globalement très propres. Le registre de nettoyage est consulté. Le matériel utilisé est Atex. Les consignes particulières en cas d'utilisation du balai et/ou soufflette sont consignées et affichées dans diverses parties de l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i> <i>[...]</i> <i>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté</i> <i>[...]</i>
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées (IIC) consulte le rapport de vérification des installations électriques émis par ACEP datant 5 juin 2025. Celui-ci fait état de 29 observations dont 25 levées selon l'exploitant, les dernières étant en cours (devis reçus par mail).  Également consulté, le rapport de vérification par thermographie Q19 émis par ACEP datant du 05 février 2026 : sept observations sont relevées dont 6 levées selon l'exploitant. La dernière

concerne un défaut sur un ventilateur d'une armoire électrique. Le devis pour le remplacement a été envoyé par mail.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit réaliser la maintenance des installations électriques afin de lever les observations puis fournir les rapports justifiant la levée des observations, en prenant en compte les observations du point de contrôle suivant (définition des zones à risques).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Prévention des risques d'explosion et mesures de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie explosion		
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;</li> <li>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li> </ul> [...]		
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification des installations électriques émis par ACEP datant du 5 juin 2025 précise en page 5 :		
1- Plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes, particulièrement BE2 et BE3	Incomplet / Non à jour	Classement des locaux proposé par le vérificateur selon le guide UTE C15-103 (à l'exception des locaux BE3) Classement des zones à risques d'explosion (BE3) fourni par le chef d'établissement (Document relatif à la protection contre les risques d'explosion)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre à jour le plan des locaux à risques incendie / explosion avant de procéder à un nouveau contrôle de ces installations.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois		

#### N° 4 : Classement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/08/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est classée comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• Autorisation : rubrique 2160-2</li><li>• Enregistrement : rubrique 2160-1</li><li>• Déclaration avec contrôle : rubriques 4712-2 et 2910-A2</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne signale aucune modification des installations pouvant influencer sur le classement au titre des ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...]</i>
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant remet le rapport de vérification des 71 extincteurs et 3 RIA émis par EMI 79, datant du 10 avril 2025. Remis également, l'attestation Q4 et la certification APSAD R4. La dernière vérification des moyens de lutte incendie date du 14 avril 2026.  Sur le site se trouve une cuve de 100 m <sup>3</sup> . Celle-ci a été changée et l'ancienne a été conservée. Un total de 200 m <sup>3</sup> semble donc disponible mais ces deux cuves ne sont pas référencées par le SDIS.  De plus, un réservoir de 400 m <sup>3</sup> commun avec l'exploitant voisin Océalia est accessible.  La carte « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA) recense les seuls moyens suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une réserve artificielle de 400 m<sup>3</sup> à côté de la citerne gaz.</li><li>- deux poteaux incendie de débit faible (36 m<sup>3</sup>/h et 24 m<sup>3</sup>/h), à proximité immédiate des installations.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit justifier la quantité d'eaux d'extinction d'incendie nécessaire et faire réceptionner par le SDIS les cuves de 100 m³.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Foudre – Vérification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] »</i>
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant fournit le rapport de vérification datant du 13 octobre 2024 émis par l'Apave comportant 1 observation (levée selon l'exploitant) et le rapport du 12 décembre 2025 qui fait état de 3 observations (dont 2 levées selon l'exploitant). Un devis est établi pour les observations restantes à lever.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalisera les travaux et fournira les justificatifs (factures, rapport de vérification etc...) de levée des observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. [...] »</i> <i>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. »</i>

<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le registre des permis de travail pour les entreprises extérieures. Le dernier date du 14 avril 2026 (EMI 79, vérification incendie). Le dernier permis de feu date du 06 février 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit prévoir un emplacement sur le document du permis de feu afin d'inclure lisiblement les dates et horaires des rondes suite aux travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 8 : Équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant tient à jour une liste [des équipements sous pression, qui] indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</i>
<b>Constats :</b>  Reçue par mail, la liste complète des équipements sous pression répertorie 8 matériels dont la cuve de gaz (propriété de Butagaz) et un compresseur servant à la désinsectisation, hors service selon l'exploitant. Ces matériels ont tous subi une requalification. Les dates sont à jour. Cependant, la liste ne précise pas le régime de surveillance ni les dates de la dernière et de la prochaine inspection périodique.  La liste doit être consolidée pour être conforme aux attendus.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournira la liste des ESP consolidée, avec le régime de surveillance et les dates des dernières et de la prochaine inspection périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



## N° 9 : Récupération et élimination des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/1993, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>a) l'exploitant tiendra à jour un relevé précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination</i> <i>b) Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions propres à prévenir les risques et pollutions (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs ...) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</i> <i>En particulier, les déchets constitués ou imprégnés de produits ainsi que les emballages endommagés ou usagés sont stockés sur une aire intérieure étanche [...]</i>
<b>Constats :</b>  Reçu par mail, le registre de suivi des déchets ouvert en 2024 indique, les dates, les types de déchets, les coordonnées du transporteur et du réceptionneur, les numéros de Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD), les codes du traitement et la qualification du traitement. Tout est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Séchoir

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séchoir
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</i>
<b>Constats :</b>  Les rapports de vérification des deux séchoirs émis par ARCM ont été transmis par mail, l'un datant du 03 juin 2025 (séchoir SATIG 2) et le second du 04 juin 2025 (séchoir SOCAM). De nombreuses observations ont été relevées dont certaines semblent remettre en cause la bonne gestion des risques incendie / explosion, notamment :  SATIG - roulements en mauvais état - surcalibrage de protection électrique - aspiration poussières en mauvais état - fortes déformations fourreaux colonne grain - déchirures dans les caissons d'air ...  SOCAM

<ul style="list-style-type: none"> <li>- tensions courroies inadaptées</li> <li>- domino de raccordement d'un moteur en mauvais état</li> <li>- capteur de température masse grain sans alerte en cas de défaut coupure</li> <li>...</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un échéancier relatif à la levée des non-conformités relevées, <b>dans un délai d'un mois ;</b></li> <li>- les justificatifs des opérations de maintenance effectuées puis les futurs rapports de vérification, <b>à transmettre avant le début de l'exploitation des séchoirs.</b></li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>